

JUIN 2022 n°395

**Journal édité par le syndicat CGT des fonctionnaires
Territoriaux de l'agglomération d'Agen**

CONTACTS

Permanences au siège de la CGT – Bourse du Travail - 9 Rue Frères Magen – 47000 AGEN

Tel : 05 64 25 01 01 / 06 70 21 41 80

(E-mail) territoriaux.agen@udcgt47.fr (Site Internet) territoriauxagen.wifeo.com

Permanences tous les Mardis après-midi de 14h/18h et les Vendredis toute la journée

Après la destruction du centre culturel, la mort programmée de la médiathèque

Après avoir vendu le centre culturel il y a quelques temps, le Maire a entrepris de reloger les associations qui demeuraient rue Ledru Rollin à la médiathèque.

Problème : il n'y a pas de place de disponible.

Peu importe, l'administration a décidé d'en faire, et de passer en force.

Résultat : les salles de réserves (12 à 13 000 livres) sont vidées et les livres jetés au piloris. Même si quelques-uns sont donnés aux écoles, la majorité finira à la benne. Les bureaux des agents (dont celui de la directrice) et salle de travail (salle de plastifiage) sont dégagés.

Profitant de ce débarras, la direction réorganise les lieux en supprimant toute la salle dédiée à l'enfance et la jeunesse au rez de chaussé (200 m²) pour la transformer en tiers lieu. Ne restera plus que l'étage dédié au rayonnage de livres où les vestiges des rayons enfance et jeunesse devront se trouver une place.

Quelle vision ambitieuse pour une médiathèque de préfecture !

Ces événements traduisent l'intérêt porté par cette municipalité pour la culture.

Visiblement la municipalité ne fait pas sienne la maxime de notre illustre agenaïs qui disait « Le savoir rend heureux, le savoir rend libre ».

Quelle ironie du sort alors que cette maxime est affichée sur les grilles de la médiathèque et qu'un espace dédié à notre philosophe va prendre place dans la médiathèque.

C'est Michel SERRES qui doit se retourner dans sa tombe !



Prime de revalorisation Secteur social et médico-social
Des avancées qui restent à confirmer... et toujours des oubliés !
La CGT ne lâchera rien !

Les décrets ont été publiés vendredi 29 avril 2022

La somme des cadres d'emplois qui pourrait bénéficier de cette prime est importante
Des versements de la prime à compter du mois de juin avec effet rétroactif depuis avril sont
légiférés dans la fonction publique hospitalière et d'Etat... **mais pas à la fonction publique territoriale** ! En effet, cette prime reste avant tout **soumise à délibération des collectivités**.

2022 : la prime de revalorisation et dès 2023 : le Complément de Traitement Indiciaire qui aura
l'avantage, contrairement à la prime, **d'être pris en compte à part entière dans le calcul de la retraite**. Un engagement du gouvernement que la CGT n'oubliera pas lors de l'étude du prochain
PLFSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) qui validera ou non ce principe.

Certes de nombreux agents et contractuels pourront donc bénéficier de la prime **après délibération de la collectivité...** mais de grands oubliés persistent : les assistants familiaux, les
Atsem des établissements scolaires, les agents du secteur de la petite enfance (crèches, haltes
garderie...), les conseillères conjugales, les assistantes maternelles, les agents de la filière
administrative travaillant dans les services sociaux et médico-sociaux... Pour eux et avec eux, la
CGT poursuit plus que jamais le combat !

La prime de revalorisation correspond donc à une hausse de **49 points du point d'indice majoré, soit 183 euros net, financé à 70% par l'Etat**.

Seront concernés les agents et contractuels de la fonction publique territoriale exerçant des
fonctions d'accompagnement socio-éducatif dans les établissements et services sociaux et
médico-sociaux, à savoir : les assistants socio-éducatifs, conseillers socio-éducatifs, éducateurs de
jeunes enfants, moniteurs-éducateurs, Travailleurs en intervention sociale et familiale ,
psychologues, sages-femmes, médecins, infirmiers, cadre de santé , puéricultrices, auxiliaires de
puériculture, sages-femmes, psychomotriciens, ergothérapeutes, masseurs-kinésithérapeutes,
pédicures-podologues, orthophonistes, orthoptistes, audioprothésistes...

Mais aussi agents sociaux, aides-médico-psychologiques, auxiliaires de vie sociale ou
d'accompagnement éducatif et social des services d'aides à domicile... ainsi que les animateurs et
auxiliaires d'animation... !

Cette liste reste bien sûr non exhaustive compte-tenu de la diversité des métiers concernés
Le combat continue pour une revalorisation immédiate et significative des salaires pour
l'ensemble des agents de la filière sociale et médico-sociale

Décret n° 2022-728 du 28 avril 2022 relatif au versement d'une prime de revalorisation à certains
personnels relevant de la fonction publique territoriale
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045696343>

Urgence pouvoir d'achat : Trois mesures indispensables dès le 1er juillet Les revendications immédiates de la CGT
--

Il faut opérer une rupture radicale avec les orientations libérales qui sont à l'œuvre depuis des années.

S'agissant de l'enjeu du pouvoir d'achat, de véritables négociations doivent débuter sans attendre pour, à partir du socle incontournable que constitue le point d'indice, rattraper les pertes intervenues les années antérieures, conquérir l'égalité entre les femmes et les hommes, mieux reconnaître les qualifications, redonner de l'amplitude aux carrières, améliorer le pouvoir d'achat des pensionné.e.s.

Pour mettre fin à l'insupportable dégradation que subissent les personnels de la Fonction publique, des mesures immédiates doivent être prises et être applicables dès le 1er juillet.

Trois au moins nous semblent incontournables :

1° L'augmentation de la valeur du point

Depuis plus d'un an, la CGT revendique « 10% d'augmentation de salaire tout de suite » dans le cadre de sa campagne « 10 % pour la Fonction publique ».

La forte augmentation du coût de la vie dans le contexte de crise internationale et la nécessaire prise en compte des pertes subies depuis le début de la politique de gel en 2010 donnent encore davantage de pertinence et d'acuité à l'urgence d'une revalorisation d'une ampleur inédite du point d'indice avec effet rétroactif au 1er janvier. Cette première et significative mesure de rétablissement du pouvoir d'achat doit être d'un niveau permettant immédiatement qu'un passage d'échelon conduise à nouveau à un gain de rémunération, à tous les niveaux de la grille indiciaire.

2° L'indexation de la valeur du point sur l'inflation

Le cours soutenu de l'inflation, certains scénarios évoquent un taux annuel pouvant bientôt dépasser les 8 %, justifie de prendre des dispositions adaptées. En conséquence, la CGT revendique l'indexation de la valeur du point sur l'Indice des Prix à la Consommation, toujours avec effet rétroactif au 1er janvier.

Ainsi, quel que soit le rythme de l'inflation dans les mois qui viennent, le pouvoir d'achat des agentes et des agents sera sauvegardé.

Ce n'est pas impossible : de 1973 à 1980 inclus, période où l'inflation avait également atteint des niveaux élevés, les mesures générales sur les salaires (revalorisation du point + octroi de points uniformes) ont permis une augmentation de 137 % des traitements pour une inflation mesurée à 131 %.

3° L'extension du Complément de Traitement Indiciaire

Globalement, les dispositions issues du Ségur de la Santé sont nettement insuffisantes.

En outre, une des mesures parmi les plus significatives, le Complément de Traitement Indiciaire, n'est toujours pas appliqué à une part importante des personnels de la Fonction publique exerçant leurs fonctions dans le champ du social et du médico-social.

La CGT revendique l'extension du CTI à tous les agentes et agents toujours oublié.e.s du Ségur au 1er juillet et de manière rétroactive.

Par ailleurs, le nouveau gouvernement doit tenir les engagements du précédent en imposant dans tous les cas son versement sous la forme indiciaire (39 points) et non pas sous la forme indemnitaire.

Il va de soi qu'il s'agit là d'un dispositif transitoire à nos yeux : des réformes pérennes d'une tout autre ampleur doivent rapidement être négociées et mises en œuvre.

Sans délai, la CGT Fonction publique jugera le nouveau gouvernement à ses actes.

Sans attendre, elle appelle d'ores et déjà les salarié.e.s à porter haut et fort leurs légitimes exigences et à multiplier les initiatives pour se faire entendre.

**Courrier de l'intersyndical CFE-CGC-CFTC-CGT-FA-FO-FSU Solidaires et UNSA Fonction publique
Au Président de la République et à la Première ministre**

Monsieur le Président,

Madame la Première ministre,

Ces deux dernières années en particulier, la nécessité des services publics pour la population et l'engagement sans faille des agents publics ont été reconnus et salués. Pour autant, force est de constater que la traduction concrète et à la hauteur nécessaire de cette reconnaissance n'est pas au rendez-vous.

En ce tout début de quinquennat, nos organisations syndicales CFE CGC, CFTC, CGT, FA, FO Etat, FSU, Solidaires et UNSA de la Fonction publique estiment que des mesures importantes doivent être prises sans attendre.

C'est pourquoi, dans le cadre d'une démarche unitaire inédite justifiée par la hauteur des enjeux, elles ont décidé de vous solliciter en ce début de mandat.

La première des urgences est celle des salaires et du pouvoir d'achat. La situation actuelle en la matière est inacceptable. Le traitement minimum court après le SMIC, les personnels émergeant aux plus faibles rémunérations sont de plus en plus nombreux·ses, les qualifications sont peu ou mal reconnues et les déroulements de carrière sont dégradés, voire n'existent tout simplement plus.

La cause principale de cet état de fait résulte de la quasi-absence d'augmentation et de mesures générales depuis douze ans. Pierre angulaire des salaires des agent·es et agents de la Fonction publique, le point d'indice doit en conséquence être fortement revalorisé et dans les plus brefs délais. Par ailleurs, nous considérons que la mise en place d'un dispositif d'indexation de la valeur du point sur l'évolution du coût de la vie aurait toute sa pertinence.

L'amélioration de tous les niveaux de la grille indiciaire et des carrières par des mesures générales est également un impératif du début du quinquennat.

Au titre des urgences, compte tenu des pistes évoquées durant la campagne électorale, nous vous confirmons notre hostilité à tout nouveau recul de l'âge légal pour pouvoir partir à la retraite.

De même, nous défendons sans ambiguïté le régime particulier des fonctionnaires notamment le code des pensions civiles et militaires (CPCM) et la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL).

Ces deux priorités, dont le caractère immédiat motive leur mise en exergue dans ce courrier, ne sont évidemment pas les seules questions qu'il convient d'aborder et auxquelles il sera nécessaire d'apporter des réponses satisfaisantes. Attachées aux valeurs et principes portés par le Statut Général et à la Fonction publique de carrière comme garanties pour les usagers de missions publiques de qualité exercées de manière impartiale, nos organisations syndicales souhaitent pouvoir faire évoluer d'autres dossiers tout à fait structurants.

Il en est ainsi, notamment, des **mesures à prendre pour avancer plus vite vers l'égalité professionnelle, des dispositions à mettre en œuvre pour restaurer la grille indiciaire et redonner de l'amplitude aux carrières, celles permettant de réduire la précarité de l'emploi ou encore des moyens pour le service public, ainsi que des conditions d'exercice de la démocratie sociale et de la représentation des personnels.**

Cette mandature étant annoncée avec une large dimension sociale, nous ne pourrions comprendre que cette lettre n'ait pas de réponse concrète dans les délais les plus brefs.

Pour notre part, nous sommes d'ores et déjà disponibles afin de négocier les réponses positives qui ne sauraient être différées.